

Contre l'extrême droite : résister et agir dans l'unité

Le résultat national des élections européennes est tombé. L'extrême-droite (RN et Reconquête) arrive largement en tête avec près de 40 % des voix. Le vote exprimé marque un tournant historique depuis la sortie de la seconde guerre mondiale.

Les fractures sociales, la brutalité du libéralisme qui frappent les populations les moins favorisées, la peur du lendemain alimentée en notre époque par les crises climatiques ou la peur de l'autre, sont autant de facteurs qui ont nourri ce vote.

Solidaires Finances Publiques dénonce depuis des années et ne cessera de dénoncer les risques et conséquences de ces politiques, tout en affirmant que les idées d'extrême-droite portées par le Rassemblement national et Reconquête ne seront jamais des solutions aux difficultés rencontrées par les citoyens et citoyennes.

En annonçant la dissolution de l'Assemblée Nationale, après avoir légiféré en force et muselé la contestation sociale et environnementale, le Président de la République prouve sa déconnexion totale en s'imaginant être le rempart d'un électorat qui a maintenant fui ses multiples contradictions. *Solidaires Finances Publiques* ne peut se résoudre à laisser l'extrême-droite s'emparer du pouvoir et gouverner notre pays. *Solidaires Finances Publiques* appelle celles et ceux qui partagent des valeurs de justice fiscale, sociale et environnementale à s'unir et à faire bloc contre l'extrême-droite.

Il n'y a pas de fatalité mais il y a urgence !

Solidaires Finances Publiques combattra, par son action dans l'unité la plus large, toutes les politiques anti-sociales et libérales.

Avec **VISA** (Vigilance et Initiative Syndicale Antifasciste), notre syndicat continuera à démontrer que les idées d'extrême-droite vont à l'encontre des intérêts des salarié·es, des agents et des agentes des Finances Publiques, du progrès social et de la société dans son ensemble.

Contre l'extrême-droite, résister et agir, dans l'unité la plus large !



Communiqué de presse Inter-syndical

10 juin 2024

Après le choc des européennes les exigences sociales doivent être entendues !

L'abstention et l'extrême droite ont atteint un record lors des élections européennes de ce 9 juin. Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé.

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays. Un politique qui tourne le dos au social et qui crée désinvestissement, abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, et d'organiser des élections législatives en trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des Jeux Olympiques, le président de la République prend une lourde responsabilité.

Il fait un sursaut démocratique et social. A défaut, l'extrême droite arrivera au pouvoir. Nous l'avons vue à l'œuvre dans l'histoire et aujourd'hui en Italie ou en Argentine par exemple : austérité pour les salaires et les services publics, réformes constitutionnelles remettant en cause l'indépendance de la justice et le rôle des syndicats, attaques contre les droits des femmes et des personnes LGTBCA+, remise en cause du droit à l'IVG, politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité. Nous connaissons ses votes en France comme en Europe, ils sont toujours défavorables aux travailleuses et aux travailleurs.

Notre République et notre démocratie sont en danger, il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale et entendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs et notamment :

- Augmenter les salaires et les pensions ;
- Révenir sur la réforme des retraites et sur celles de l'assurance chômage ;
- Délester nos services publics et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Notre école, notre recherche, notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice sont apitoyés et ont besoin d'investissements massifs ;
- Mettre fin à la verticalité du pouvoir et commençant par restaurer la démocratie sociale à tous les niveaux, entreprise, branche, territoire et interprofessionnel ;
- Mettre en place des mesures de justice fiscale et notamment taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions ;
- Instaure enfin l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles ;
- Instaure le droit à la régularisation pour tous les travailleurs et travailleuses étrangers et sur la base d'un certificat de travail ;
- Réorienter et transformer notre industrie pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux et le protéger du dumping social, fiscal et environnemental ;
- Créer de nouveaux droits pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs d'anticiper les transformations environnementales et de sécuriser leur emploi ;

Dans l'immédiat, nous appelons le président de la République à la cohérence. L'Assemblée nationale est dissoute, les réformes doivent donc être interrompues étant donné qu'il n'y a plus aucun contrôle démocratique. Le gouvernement doit en particulier immédiatement reculer à sa réforme de l'assurance chômage.

Nous appelons à manifester le plus largement possible ce week-end pour porter la nécessité d'alternatives de progrès pour le monde du travail.